

# En Grèce, dix ministres menacés par un scandale autour de Novartis

liberation.fr/planete/2018/02/22/en-grece-dix-ministres-menaces-par-un-scandale-autour-de-novartis\_1631579



— L'affaire des pots-de-vin présumés versés en Grèce par Novartis tourne au scandale politique. Photo DOMINICK REUTER. AFP

Après une journée de débat, la Vouli, le parlement grec, a décidé à une large majorité jeudi matin de constituer une commission d'enquête pour démêler le «Novartigate» qui agite la classe politique. L'affaire implique, au-delà du laboratoire pharmaceutique suisse, environ 4 200 médecins, dix ministres, des hauts-fonctionnaires... Le géant pharmaceutique est soupçonné d'une part d'avoir soudoyé des milliers de médecins et de fonctionnaires pour promouvoir ses produits en leur offrant des voyages, des cadeaux voire de généreux versements, et de l'autre d'être au cœur d'un système de corruption, de pots-de-vin et même de blanchiment d'argent dans lequel sont impliqués ces dix ex-ministres.

Tout a commencé dans le cadre d'une enquête menée par le FBI aux Etats-Unis pour concurrence déloyale. Fin 2016, Novartis écope outre-Atlantique d'une amende de 390 millions de dollars (366 millions d'euros) pour avoir incité des chaînes de pharmacie à recommander ses médicaments plutôt que d'autres aux patients. Certains témoins ont mené le FBI jusqu'en Grèce. Le parquet anticorruption grec reprend alors l'affaire. Parallèlement, l'hebdomadaire *Documenta* révèle qu'il existerait dans le pays un système de pots de vin versés à des fonctionnaires et à des médecins, ainsi qu'à des membres du comité chargé de déterminer les prix des médicaments. L'entreprise Novartis serait aux manettes.

## «Machination»

---

L'affaire s'accélère début février. Une source judiciaire indique alors que le parquet grec lance des poursuites pour corruption contre un dirigeant en Grèce du géant pharmaceutique suisse et qu'il demande à la Vouli d'éclaircir le rôle d'anciens ministres dans ce dossier de pots de vins présumés. En effet, selon l'article 83 de la Constitution du pays, l'assemblée parlementaire est la seule habilitée à enquêter sur d'ex-membres du gouvernement. Or, ils sont dix à être cités dans le dossier : deux ex-Premiers ministres, dont Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie, droite), prédécesseur d'Alexis Tsipras, l'actuel gouverneur de la Banque centrale Yannis Stournaras, l'actuel commissaire européen aux migrations Dimitris Avramopoulos, ou encore Evangelos Venizelos, poids lourd socialiste qui a notamment été Vice-Premier ministre... Ils siègent aujourd'hui dans l'opposition. Ils dénoncent une «machination» et nient toute implication. Antonis Samaras a même parlé d'une «nouvelle diffamation de Monsieur Tsipras» et a décidé de poursuivre son successeur en justice.

Reste que Novartis a déjà été condamné aux Etats-Unis et en Chine pour surfacturation de médicaments et pour corruption. Selon les enquêteurs, ces méthodes auraient coûté à l'Etat grec environ 3 milliards d'euros entre 2000 et 2015. Plus choquant encore : ces pratiques ont eu lieu dans un pays ravagé par la crise économique, alors que de nombreux Grecs n'avaient pas accès aux soins et que des coupes franches étaient effectuées dans les dépenses publiques de santé ; elles ont été notamment orchestrées par Antonis Samaras, Evangelos Venizelos et leur partis respectifs, la Nouvelle Démocratie (droite) et le Pasok (social-démocrate), qui se partageaient le pouvoir depuis 1974. Aujourd'hui, pour leur défense, ils prétendent avoir fait baisser les dépenses pharmaceutiques dans le pays.

## Explosion

---

Face à ces assertions, les chiffres donnent le tournis. En Grèce, les dépenses pharmaceutiques sont passées de 1,2 milliard en 2000 à 5,1 milliards d'euros en 2009, explique en substance Savas Robolis, professeur émérite à l'Université Panteion. Après une telle explosion, la dépense totale en produits pharmaceutiques a certes diminué de 35% entre 2010 et 2015 mais c'est au prix d'une augmentation de 44% des dépenses pharmaceutiques privées des ménages. «*La charge a donc pesé davantage sur les ménages au moment où les salaires et les pensions étaient amputés*», analyse ce spécialiste de la sécurité sociale. Et ils sont nombreux à estimer que, derrière l'affaire Novartis, un scandale plus large pourrait surgir, impliquant d'autres laboratoires pour des pratiques du même acabit. Pour Novartis, la Grèce n'aurait été en réalité qu'un des rouages d'un système mondialisé : vendre les produits pharmaceutiques chers dans ce bout d'Europe pour que d'autres pays s'alignent. Et pour ce faire, tous les moyens auraient été bons. La commission parlementaire dispose désormais d'un mois pour recommander des poursuites à l'encontre des anciens ministres suspectés.

Fabien Perrier Correspondant à Athènes